



Série d'ateliers sur la participation populaire No. 4

Série de publications sur la participation populaire de la Commission économique pour l'Afrique

Seminaire national de formation  
renforcement de la capacite des  
organisations de developpement a  
contribuer et influencer efficacement  
le processus de prise de decisions  
politiques

## Rapport relatif à l'atelier

ECAC  
35.07F  
PPW4

Organisé par

La Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social de la Commission économique pour l'Afrique, dans le cadre du projet de la participation populaire au développement durable, en collaboration avec DEVINA et PAPSCA



12678

Série d'ateliers sur la participation populaire  
No. 4

**NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
DIVISION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE,  
DES RESSOURCES HUMAINES ET  
DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**SEMINAIRE NATIONAL DE FORMATION  
RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DES  
ORGANIZATIONS DE DEVELOPPEMENT A  
CONTRIBUER ET INFLUENCER EFFICACEMENT  
LE PROCESSUS DE PRISE DE DECISIONS  
POLITIQUES**

Organisé par

La Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social de la Commission économique pour l'Afrique, dans le cadre du projet de la participation populaire au développement durable, en collaboration avec DEVINA et PAPSCA

(Kampala, Ouganda, 12-14 janvier 1994)

# TABLE DES MATIERES

Page

<b>I</b>	<b>Historique et Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II</b>	<b>Objectifs</b>	<b>3</b>
<b>III</b>	<b>Séances de fond</b>	<b>7</b>
	Première séance : Partenaires dans le développement	<b>7</b>
	Deuxième séance : Modalités de renforcement du rôle de défense politique des organisations populaires	<b>12</b>
	Troisième séance : Renforcement de la capacité de communication politique des organisations populaires	<b>15</b>
<b>IV</b>	<b>Recommandations du séminaire de formation</b>	<b>17</b>
<b>Annexes:</b>		
<b>I</b>	<b>Textes des allocutions prononcées par:</b>	<b>22</b>
	- Dr. Sadig Rasheed	
	- Mr. J.W. Okune	
<b>II</b>	<b>Programme</b>	<b>30</b>
<b>III</b>	<b>Liste des participants</b>	<b>35</b>
<b>IV</b>	<b>Liste des documents</b>	<b>38</b>

## **I Historique et introduction**

La Charte africaine de la participation populaire au développement, adoptée par la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique en 1990, a mis l'accent sur le rôle des organisations populaires, des organisations de base et des gouvernements comme suit: "Un dialogue authentique entre gouvernements, ONG et organisations de base est possible et précieux... et des centres de discussion nationaux doivent être créés pour permettre un dialogue franc et ouvert entre les gouvernements africains, les organisations de base et les ONG afin que l'élaboration des politiques nationales puisse s'inspirer de l'expérience du développement participatif à la base". La Charte recommande que les organisations de base devraient "diffuser davantage les expériences réussies de participation populaire et d'opérations à la base à travers tout le continent et procéder à un échange d'expérience à ce sujet pour créer un effet multiplicateur et sensibiliser les dirigeants". La Charte prie aussi les gouvernements africains de "promouvoir une plus grande participation et l'instauration d'un consensus pour ce qui est de la formulation et de l'application des politiques économiques et sociales à tous les niveaux, et notamment l'identification des lois et procédures bureaucratiques qui font obstacle à la participation populaire".

Aux fins de la mise en oeuvre des directives de la Charte, la Commission économique pour l'Afrique a initié un certain nombre d'activités de promotion de la participation populaire au développement, dans le cadre de la Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social, afin d'assister les Etats membres, les organisations populaires, les groupements communautaires et les organisations non gouvernementales à développer un cadre participatif pour l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes et des politiques de développement. Parmi ces activités, l'on peut citer les initiatives visant à encourager les

organisations de base à promouvoir une participation élargie et à créer un environnement propice qui favorise la collaboration et où les contributions des organisations populaires au redressement et au développement des économies africaines sont prioritaires.

Comme effort pilote, la Commission économique pour l'Afrique a organisé et tenu un séminaire national en Ouganda, du 22 au 25 février 1993, pour renforcer le dialogue, la coopération et l'interaction entre les dirigeants et les organisations populaires. A l'occasion de ce séminaire, il a été constaté que tandis que certaines organisations populaires avaient commencé à participer aux débats politiques nationaux, le consensus était que les organisations de développement populaire locales n'étaient pas suffisamment outillées pour participer efficacement aux discussions d'ordre politique. Parmi les facteurs faisant obstacle à la participation de ces organisations au processus politique figurent ceux qui suivent:

- Le manque de compétences techniques pour engager un débat sérieux sur les problèmes politiques complexes;
- Le manque de ressources et de compétences pour collecter, organiser et présenter l'information; et,
- Le manque d'expérience dans les domaines de la bureaucratie et de la direction politique.

En guise d'activité de suivi, le séminaire a recommandé l'organisation d'un atelier de formation pour débattre de la question des relations entre les gouvernements et les organisations populaires en mettant un accent particulier sur le renforcement des rôles politiques et de défense de ces

institutions. Sur la base de cette recommandation, la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec DENIVA, le consortium des ONG de l'Ouganda, a organisé un atelier de formation sur le thème intitulé "Renforcement de la capacité des organisations de développement à contribuer et influencer efficacement le processus de prise de décisions politiques" du 12 au 14 janvier 1994 à Kampala (Ouganda).

## **II Objectifs**

Les objectifs de cet atelier de formation étaient de renforcer les capacités des organisations populaires à :

- i Coopérer avec le gouvernement dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques de développement;
- ii Identifier les compétences et les techniques de dialogue nécessaires pour familiariser les masses populaires avec les activités de sensibilisation et de défense;
- iii Communiquer les politiques aux masses populaires en leur expliquant leurs effets et impacts possibles et, en retour, communiquer les choix et les préférences des populations aux décideurs politiques;
- iv Discuter des modalités requises pour articuler les positions sur les problèmes et les programmes qui touchent leurs membres, ainsi que débattre des problèmes politiques complexes dans le but de faciliter le flux de l'information dans les deux sens, entre les gouvernements et les organisations populaires;
- v Utiliser la recherche analytique et collecter, organiser et présenter l'information et les données d'appui nécessaires pour un dialogue

- efficace;
- vi Chercher les moyens par lesquels les organisations populaires peuvent a) représenter les divers intérêts dans les organes de décisions au plus haut niveau et au niveau local; et b) identifier les techniques nécessaires pour mettre au point des stratégies pouvant être utilisées pour influencer les gouvernements dans la décentralisation et la délégation des pouvoirs et des responsabilités de prise de décisions et les ressources aux entités régionales, communales et locales et aux organisations populaires.

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture, Dr. Sadig Rasheed a souhaité la bienvenue aux participants et a retracé la genèse de l'initiative en expliquant qu'elle remonte à la Charte africaine de la participation populaire au développement et que ce séminaire spécifique était le suivi du séminaire qui s'était tenu à Sheraton Hôtel à Kampala en février 1993.

Il a fait remarquer que l'idée maîtresse du séminaire était de renforcer les organisations populaires afin qu'elles contribuent et influencent efficacement les politiques, les attitudes et les pratiques qui affectent leurs membres et qu'elles encouragent une participation significative. Son objectif majeur était d'élaborer des directives et des stratégies sur la manière de collaborer avec les organes gouvernementaux et de formuler des politiques susceptibles de promouvoir une action participative à grande échelle. Afin de faciliter le travail, la Commission économique pour l'Afrique avait préparé divers documents de travail et un manuel de formation sur la manière de communiquer efficacement les choix politiques aux groupements de masses populaires et aux dirigeants.

Les participants étaient invités à débattre d'une manière critique et de formuler des recommandations pratiques sur les questions suivantes :

- Organisations populaires et gouvernements: quelle sorte de partenariat?
- Conditions, modalités et stratégies de renforcement des rôles de défense et de sensibilisation des organisations populaires;
- Stratégies de communication pour familiariser les masses populaires avec les activités de sensibilisation et de défense; et
- Appui de recherche, de formation et d'information nécessaire pour traduire cette nouvelle vision en réalité.

Après cela, le coordonnateur de l'unité de suivi des politiques de PAPSCA, M. Okune, a prononcé une allocution d'ouverture.

En s'adressant aux participants, M. Okune a exprimé le désir ardent de PAPSCA de participer au séminaire qui représentait le début de la mise en application de la Charte de participation populaire au développement en Ouganda. Il a stigmatisé la nécessité de l'émergence d'une nouvelle Afrique où la démocratie, la responsabilité, la transparence, la justice économique, le développement économique soutenu et la transformation sont internalisés.

L'orateur a terminé son allocution en indiquant la volonté des gouvernements à rechercher la contribution des organisations populaires dans l'élaboration des politiques et en promettant de collaborer étroitement avec la Commission



économique pour l'Afrique et DENIVA pour aider à organiser et pour participer aux séminaires politiques et de formation, et aider à sélectionner et diffuser les expériences de succès des petits projets de démonstration.

Prenant la parole à son tour, le Président de DENIVA, M. Mwalimu Musheshe, a souhaité la bienvenue à tous les participants au séminaire. Il a précisé que le mouvement des ONG de l'Ouganda, qui est le majeur partenaire du gouvernement dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes et des politiques de développement, considérait ce séminaire comme un événement important pour les participants, les membres de DENIVA et pour l'Ouganda dans son ensemble. Il a affirmé qu'il était nécessaire de définir une nouvelle méthodologie sur la manière dont les pauvres des milieux urbains et ruraux pouvaient participer de plus en plus à leurs propres programmes et au processus politique. Il a précisé que la participation populaire n'était pas bien perçue par certains milieux, d'où la nécessité d'efforts concertés pour réorienter toutes les parties impliquées dans les questions pertinentes et d'identifier des mécanismes de promotion de la participation populaire en Ouganda.

M. Mwalimu Musheshe a invité les participants à garder à l'esprit les questions suivantes tout au long des discussions:

- Que doit-on mettre en place pour que nos organisations et nos politiques deviennent populaires?
- Les organisations populaires doivent-elles être des défenseurs ou devons-nous utiliser les compétences acquises pour mettre en place des capacités populaires internes qui assurent leur propre défense?

- Quel est le rôle des organisations populaires dans la transformation de la société et comment peuvent-elles s'y préparer?
- Quel est le rapport entre les micro et macro problèmes qui influencent et affectent les organisations populaires?

### **III Séances de fond**

#### **Première séance: les partenaires dans le développement**

Dr. Demeke a ouvert cette séance en présentant une analyse globale de la croissance des activités des organisations populaires en Afrique au cours de ces deux dernières décennies. Il a souligné le fait que les organisations populaires locales s'étaient accrues en nombre et en influence et étaient devenues des partenaires clés dans le processus de développement de beaucoup de pays africains. Cependant, en dépit de tout cela, leur contribution à l'élaboration des politiques de développement au niveau national est restée limitée, principalement du fait qu'elles n'ont pas mis au point des stratégies et acquis des compétences appropriées pour pouvoir influencer les politiques, les attitudes et les pratiques à l'échelle locale et nationale.

Il a également été souligné qu'alors qu'il y avait un certain nombre d'initiatives fructueuses des organisations populaires, leur impact sur les populations pauvres avait généralement été isolé et souvent précaire. L'accent mis sur les projets seulement, en dehors du contexte national élargi, avait empêché les organisations populaires de réaliser les effets souhaités et d'exercer un impact durable. Les

organisations populaires travaillant à un micro niveau avaient réussi à combiner l'efficacité et l'efficacités, mais leurs actions au niveau macro étaient limitées dans leur étendu et manquaient d'efficacité.

L'exposé insistait aussi sur le fait que les stratégies de réformes économiques et de développement socio-économique bénéficieraient d'une plus grande collaboration entre le gouvernement et les organisations populaires. L'on croit qu'une participation accrue des organisations populaires accroîtrait l'impact des programmes sur le développement des masses populaires. Un système d'appui auquel les secteurs public, privé et bénévole ont un rôle coordonné à jouer, doit être mis en place. A la lumière de ce qui précède, les organisations populaires devraient aussi influencer les politiques et travailler en étroite collaboration avec les autres secteurs aux niveaux aussi bien local que national.

Le développement historique de l'aide des ONG a été retracé à travers les trois phases suivantes:

- Initialement, il s'agissait d'assurer principalement l'aide de secours et le bien-être;
- A la fin des années 70, ce rôle a été élargi pour inclure les projets de développement communautaire qui étaient principalement de petites initiatives locales autosuffisantes;
- Actuellement, beaucoup d'ONG sont impliquées dans des projets et des programmes de développement durable ainsi que dans les efforts de défense et de sensibilisation.

La présentation du Dr. Demeke était suivie par une brève analyse de M. Okune sur le rôle des organisations

populaires en Ouganda. Il a mis en exergue les caractéristiques suivantes:

- Les organisations populaires ont des potentialités de résoudre directement les problèmes socio-économiques contemporains;
- Les organisations populaires sont capables de mobiliser les ressources étrangères et locales pour compléter celles qui sont mobilisées par l'Etat;
- Les organisations populaires exercent le contre-poids du pouvoir de l'Etat, là où le pouvoir de l'Etat est utilisé pour opprimer ou discriminer les populations.

Il a également fait remarquer que comme la majorité des Ougandais sont en deçà du seuil de pauvreté, les organisations populaires sont actuellement occupées à mobiliser les ressources aussi bien humaines que financières dans le but de faciliter le processus de décentralisation qui constitue aujourd'hui la politique du Gouvernement ougandais.

Après cela, il a évoqué certaines des initiatives déjà prises par PAPSCA dans le but d'aider les organisations de base dans leur travail. Il s'agit notamment des actions suivantes:

- 1 Des études sur la situation de la pauvreté en Ouganda sont actuellement en cours et seront largement diffusées pour que les organisations populaires puissent avoir accès à cette information vitale.

- 2 En collaboration avec les ONG locales, PAPS-CA entreprend les actions suivantes:
  - Construction d'écoles primaires dans 12 districts, en collaboration avec les groupements communautaires locaux;
  - Aider les orphelins en prenant en charge leur éducation;
  - En collaboration avec les groupements communautaires, améliorer les conditions d'assainissement des milieux urbains pauvres.
- 3 Il y a eu un appel du gouvernement en général et de PAPS-CA en particulier pour que les ONG locales deviennent autosuffisantes et cherchent des possibilités de financement au niveau local.
- 4 Les organisations populaires devraient avoir un cadre de discussion des politiques. Pour cela, l'information est nécessaire. DENIVA a donc besoin d'un service de recherche important pour rassembler et diffuser l'information en collaboration avec d'autres institutions comme PAPS-CA.

Suite aux présentations du Dr. Demeke et de M. Okune, un certain nombre de questions ont été soulevées et discutées par les participants en petits groupes et en séance plénière. Les observations clés étaient notamment les suivantes:

- a Les organisations populaires n'ont pas participé activement à l'élaboration des politiques à

cause du manque d'expérience professionnelle et de capacités institutionnelles. Le mode de financement des projets ne permet pas aux organisations populaires de travailler en dehors du cadre des projets et d'initier un travail politique.

- b Les organisations populaires ne sont pas capables de distinguer clairement les domaines ou les politiques qu'elles doivent ou peuvent influencer de ceux qu'elles ne peuvent pas.
- c Les organisations populaires doivent s'assurer une crédibilité avant de s'engager avec succès dans des activités de sensibilisation et de défense.

Après ces discussions, les participants ont formulé diverses recommandations visant à renforcer le rôle politique des ONG et d'assurer une participation plus efficace. Certaines de ces recommandations sont les suivantes:

- Renforcement des capacités des organisations populaires dans les domaines de la responsabilité, de l'expérience professionnelle et de la transparence pour s'assurer la crédibilité au niveau de leurs membres et de l'institution politique;
- Amélioration des stratégies utilisées pour la sensibilisation et la défense;
- Assurance que les organisations populaires et les gouvernements se tolèrent mutuellement et sont désireux de collaborer comme des partenaires;

- Création des forums à travers lesquels les politiques sont discutées, formulées ou changées aux niveaux local/communal, national ou international;
- Identification de valeurs et d'idéaux communs aux organisations populaires afin d'assurer une approche plus unifiée des problèmes et des politiques;
- Participation aux comités de développement des districts;
- Création d'organisations parapluies et leur utilisation pour présenter les problèmes communs et assurer le suivi des organisations membres;
- Publication et diffusion des publications pour assurer la sensibilisation;
- Utilisation des mémoranda adressés aux dirigeants.

### **Deuxième séance: Modalités de renforcement du rôle de défense politique des organisations populaires**

Le Directeur de la "Foundation for Human Rights Initiative (FHRI)", M. Livingstone Sewanyana, a présenté un exposé sur les "conditions requises pour une défense politique efficace des organisations populaires".

M. Sewanyana a défini le terme "défense" comme une plaidoirie en faveur d'une cause et le terme "sensibilisation"

comme un processus de la tentative d'influencer les populations en faveur d'une cause. Il a déclaré que les organisations populaires ont un rôle à jouer dans la conception des politiques et le développement démocratisant, spécialement grâce à leurs vastes potentiels de traduire les connaissances en actions concrètes. Cela suppose que les organisations populaires mettent au point des mécanismes qui les rendent sensibles aux problèmes qui touchent les populations avec qui elles travaillent et qui leur permettent de faire de la sensibilisation et de la défense une partie intégrante de leur travail.

L'orateur a évoqué les diverses mesures que les organisations populaires doivent entreprendre pour assurer l'efficacité des efforts de sensibilisation et de défense. Il s'agit notamment des mesures suivantes:

- Recruter un personnel approprié;
- Etablir des coalitions plus larges;
- Identifier attentivement le problème;
- Bien présenter le sujet;
- Equilibrer les forces en présence;
- S'assurer la crédibilité pour accroître la force politique;
- Attirer le soutien du public pour des questions en cours de discussion, en se rappelant de se rallier aussi le soutien des principaux dirigeants.

M. Sewanyana a terminé en déclarant que les organisations populaires doivent être préparées à lutter avec précaution, en s'assurant que leurs questions, plans et stratégies sont bien choisis et bien définis.

Cette présentation a été suivie par une discussion en séance plénière sur les diverses questions qui ont été posées et sur la manière dont elles sont liées au processus politique



de l'Ouganda. Les participants ont retenu les points suivants comme étant particulièrement importants:

- 1 Le consensus était que les stratégies de sensibilisation et de défense adoptées par les organisations de base devraient être appropriées aux conditions prévalant dans le pays.
- 2 Il convient d'accorder l'importance voulue aux qualités de bon dirigeant au moment de la mise en application des stratégies de sensibilisation et de défense. Pour gagner la confiance et le soutien du public et des décideurs politiques, il faut que les personnes choisies pour assurer la défense jouissent d'une haute intégrité.
- 3 Pour mener un dialogue fructueux, il faut une ouverture et une volonté d'apprendre des autres ainsi qu'une volonté de laisser de côté toutes fausses idées. Les positions rigides ne facilitent pas la défense.
- 4 La défense doit être menée et motivée par des valeurs et des idéaux que nous détenons plutôt que par des événements et des circonstances qui nous entourent.
- 5 La défense peut et doit commencer au niveau individuel; mais les individus ont besoin d'appui si leurs efforts doivent exercer un impact durable. L'effort collectif est par conséquent crucial pour la défense.

### **Troisième séance: Accroître la capacité de communication politique des organisations populaires**

#### **"Comment communiquer efficacement les choix politiques aux groupements communautaires et aux dirigeants"**

Ce document a été présenté par M. Kabuye Musisi, Directeur de "URDT Institute".

Dans sa présentation, M. Musisi a discuté des stratégies et des approches suivantes:

- Comment mieux informer les groupements de masses des questions de leur intérêt.
- Comment recueillir efficacement les avis et les préférences des membres de base sur les questions de leur intérêt.
- Comment faciliter le flux de l'information dans les deux sens entre les masses populaires et les dirigeants.
- Comment communiquer, établir un réseau et rallier les groupes sympathisants pour mobiliser les efforts concertés et susciter leur soutien.
- Comment utiliser les moyens de communication publics, organiser les campagnes de sensibilisation du public et susciter le soutien du public en général pour une option politique préférée.
- Comment améliorer les compétences de communication de base pour influencer le processus de prise de décisions et de mise en oeuvre des politiques.

En discutant de cet exposé, il a été observé que la communication à tous les niveaux est primordiale pour réaliser le succès de la défense politique. Les organisations populaires doivent minutieusement planifier leur manière de communiquer avec toutes les parties prenantes; acquérir de bonnes compétences en matière de communication, et négocier les stratégies de communication avec les autres. Certaines des stratégies retenues pour la communication avec les parties prenantes sont les suivantes:

- Les avis du monde ou les modèles mentaux aussi bien du transmetteur que du récepteur influencent les résultats de tout processus de communication. Ainsi, les organisations populaires doivent faire attention sur la manière dont elles préparent leur message quand elles veulent communiquer avec les groupements de masses.
- La communication au niveau interpersonnel est tout aussi cruciale dans la vie d'une organisation populaire que la communication avec les autres organisations populaires ou avec le gouvernement. Les dirigeants devraient donc promouvoir la communication interpersonnelle dans leurs organisations.
- Il a été souligné que le dialogue avec les groupements de masses est préféré aux autres modes de communication dans la mesure où il permet l'apprentissage mutuel et assure l'accumulation des données empiriques qui peuvent être correctement analysées, synthétisées et mises à l'essai et des conclusions tirées pour la prise de décisions.

#### **IV      Recommandations du séminaire**

Sur base des principales questions identifiées et des recommandations proposées au cours de l'atelier, les participants ont élaboré un projet de plan d'action qui doit être incorporé dans le plan biennal de l'Ouganda. Les caractéristiques saillantes sont les suivantes:

- 1      La sensibilisation et la défense exigent une direction compétente, efficace et propre. Les organisations populaires ont par conséquent besoin d'un renforcement continu à travers la formation. DENIVA devrait inclure la sensibilisation et la défense dans les sujets dispensés par son unité de formation.
  
- 2      DENIVA ne devrait pas directement s'impliquer dans la formation des ONG et des autres organisations populaires, mais elle peut faciliter et organiser la formation en identifiant des ONG et/ou des institutions qui peuvent assurer la formation nécessaire. DENIVA devrait continuer à se concentrer sur la promotion de la création de réseaux.
  
- 3      DENIVA devrait élargir son cercle d'adhérents et améliorer ses rapports de travail avec le gouvernement et avec ses membres.
  
- 4      Faire connaître DENIVA et encourager et faciliter la coopération entre les diverses institutions de la société civile et du gouvernement.
  
- 5      Accroître les capacités de recherche de DENIVA grâce à la collaboration avec d'autres ONG

qui ont des unités de recherche et avec les autres institutions de recherche.

6 Encourager une transparence accrue au niveau du gouvernement en ce qui concerne certaines politiques clés.

7 Adopter des mesures visant à surmonter les barrières qui font obstacle à la communication dans l'élaboration des politiques. Certaines de ces barrières sont les suivantes:

- Absence de démocratie;
- Peur et manque de confiance;
- Attitudes négatives et méfiance;
- Manque d'intérêt dans les politiques;
- Manque de connaissance; et
- Manque de transparence.

8 Les organisations populaires ont besoin de compétences de communication aussi bien au niveau personnel qu'au niveau de l'organisation. Ces compétences sont notamment les suivantes:

- Ecouter;
- Capacités d'échanger l'information;
- Capacités d'interviewer;
- Capacités de communiquer clairement et en public.

DENIVA devrait donc créer un service d'information politique doté d'un personnel dévoué et compétent et accessible aux ONG et aux organisations populaires.

## **Projet de plan d'action**

Sur la base de ces recommandations, les activités suivantes ont été proposées en guise de suivi du séminaire:

- 1      **Création d'un service de recherche au DENIVA et accroître ses capacités de recherche en adoptant les mesures suivantes:**
  - Identification des principaux domaines de recherche;
  - Renforcement des liaisons avec les autres institutions de recherche;
  - Commande des études dans les domaines de préoccupation des organisations populaires;
  - Fourniture d'une orientation technique et encouragement des membres des organisations populaires à entreprendre des activités de recherche;
  - Mise à jour des bases de données des organisations populaires.
  
- 2      **Formation des dirigeants et des membres des organisations non gouvernementales. Cela devrait couvrir les domaines suivants:**
  - Elaboration et analyse des politiques;
  - Questions macro-politiques;
  - Capacités de négociation;
  - Capacités de communication;
  - Relations publiques;
  - Gestion financière;
  - Comptabilité;
  - Tenu des livres;

- Recherche; et
- Sensibilisation et défense.

Cette formation peut être dispensée à travers des séminaires et des ateliers ou en faisant appel à une unité de formation.

- 3 Organiser des cadres de discussions périodiques pour résoudre les problèmes macro-politiques et les autres problèmes de préoccupation nationale. Ces cadres devraient réunir tous les membres des ONG de DENIVA. Un forum national de toutes les ONG devrait aussi être organisé pour débattre des conditions, des modalités et des stratégies de renforcement des rôles de sensibilisation et de défense des ONG.
- 4 Faire connaître DENIVA et encourager la coopération et la création de réseaux à travers les actions suivantes:
  - Consultations régulières entre DENIVA et le gouvernement et entre DENIVA et ses membres;
  - Lancer une campagne de publicité à travers les médias;
  - Rechercher la représentation dans les institutions nationales;
  - Encourager la représentation des ONG dans les institutions pertinentes à leur niveau d'opération.
- 5 Amélioration des rapports de travail entre DENIVA et le gouvernement d'une part et avec ses membres d'autre part à travers les actions suivantes:

- Accroissement des adhésions de membres;
- Accroissement de la diffusion de son Bulletin;
- Visites rendues à ses membres;
- Sollicitation des articles pour le Bulletin auprès des ONG et d'autres sources;
- Organisation d'un séminaire national pour débattre des questions relatives à l'accroissement du partenariat entre ONG/gouvernement, ONG/donateurs et ONG/ONG;
- Création de services d'information ONG/DENIVA et cette information devrait être bien échangée et diffusée.

6 Promotion de la création de réseaux à travers les forums existants comme par exemple la Conférence annuelle de DENIVA.



## **ANNEXE I**

### **Texte des allocutions d'ouverture prononcées par:**

**Dr. Sadig Rasheed, Directeur de la  
Division de l'administration publique, des  
ressources humaines et du développement  
social, Commission économique pour l'Afrique**

**Dr. J.W. Okune  
Coordonnateur  
PAPSCA**

## ***Allocution d'ouverture prononcée par Dr. Sadig Rasheed***

M. le Président Musheshe,  
Dr. Okune,  
Distingués participants,  
Mesdames et messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de vous souhaiter la bienvenue, au nom de la Commission économique pour l'Afrique et en mon nom propre, à ce séminaire national de formation pour renforcer les capacités des organisations populaires à contribuer et influencer efficacement le processus de prise de décisions.

Je voudrais dès le départ, exprimer mes sincères remerciements à l'endroit du Dr. Okune, pour avoir bien voulu procéder à l'ouverture officielle du présent séminaire au nom du Gouvernement de l'Ouganda. Permettez-moi également de saisir cette opportunité pour remercier DENIVA et PAPSCA - PCMU pour les excellents arrangements mis en place pour abriter ce séminaire.

La genèse de cette initiative remonte à la Charte africaine de la participation populaire au développement, qui était le point de vue que le processus de redressement et de développement de l'Afrique ne peut se réaliser sans la participation totale et effective des populations et sans une plus grande collaboration des ONG et du gouvernement dans les activités opérationnelles ainsi que dans l'élaboration des politiques et des stratégies nationales de développement. Les ONG ne devraient pas seulement servir de mécanismes pour la seule mise en application des programmes opérationnels, elles devraient aussi avoir un rôle important à jouer et exercer des responsabilités pour recueillir et exprimer les avis et les préoccupations de leurs membres. De plus, au cours du séminaire qui s'est tenu ici en février 1993, il a été fait

remarquer que les organisations populaires manquaient de compétences techniques pour participer efficacement dans les débats politiques. Il a été recommandé qu'un séminaire de suivi soit organisé par la CEA pour consolider et élaborer des mesures visant à accroître le dialogue, la coopération et l'interaction entre les dirigeants gouvernementaux et les ONG.

L'idée maîtresse du présent séminaire de formation est de renforcer les capacités des organisations populaires à contribuer et influencer efficacement les politiques, les attitudes et les pratiques qui touchent leurs membres et militent contre leur participation effective. Son objectif majeur est de fournir des directives et des stratégies pragmatiques sur la manière de collaborer avec le gouvernement et d'élaborer des politiques nationales de développement et des mécanismes institutionnels en vue de promouvoir une participation populaire accrue.

Afin de faciliter les travaux du présent séminaire, la Commission économique pour l'Afrique a préparé des documents de travail qui traitent de certains principes fondamentaux pour le renforcement des relations entre le gouvernement et les organisations populaires. Ces documents de travail sont destinés à faciliter l'examen du rôle des organisations populaires dans l'élaboration des politiques et des programmes, du point de vue des ONG et l'identification des diverses modalités de renforcement du rôle de défense politique des organisations populaires. En plus de ces documents de travail, la Commission économique pour l'Afrique a commandé un manuel de formation sur la manière de communiquer efficacement les choix politiques aux organisations de masses et aux dirigeants.

Ainsi, le présent forum devrait nous permettre de réfléchir sérieusement et de formuler des recommandations concrètes sur les questions suivantes:

- Organisations populaires et gouvernement: quel type de partenariat?
- Conditions, modalités et stratégies de renforcement des rôles de sensibilisation et de défense des organisations populaires;
- Stratégies de communication pour familiariser les masses populaires avec les actions de sensibilisation et de défense;
- Appuis de recherche, de formation et d'information nécessaires pour concrétiser cette nouvelle vision.

J'invite les distingués participants à mener une discussion franche sur ces importantes questions. La présence de hauts cadres politiques du gouvernement et des hauts dirigeants des organisations non gouvernementales à ce séminaire renforce ma conviction que les discussions aboutiront à l'adoption de recommandations pratiques pour guider le gouvernement et les organisations populaires.

Je voudrais vous remercier une fois de plus pour avoir bien voulu venir échanger avec nous les vues et apporter un appui technique et pratique aux travaux du présent séminaire. Permettez-moi de vous assurer que vos recommandations seront largement diffusées auprès des décideurs politiques et des communautés non gouvernementales ainsi qu'auprès des partenaires intéressés en dehors de l'Afrique, dans le but de nous assurer que les fruits de vos réflexions sont suffisamment partagés et appuyés par tous ceux qui s'intéressent à cette question si pertinente.

Je vous remercie de votre aimable attention et vous souhaite plein succès dans vos travaux.

## ***Allocution prononcée par J.W.Okune***

Lorsque j'ai reçu l'invitation de DENIVA pour participer à ce séminaire national de formation sur le rôle des organisations populaires dans l'élaboration et la conception des politiques, je n'ai pas hésité à l'accepter. Cela pour deux raisons, à savoir que tout d'abord c'était pour moi l'occasion de rencontrer Dr. Sadig Rasheed, Directeur de la Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social de la Commission économique pour l'Afrique, avec qui j'avais échangé plusieurs correspondances sur le sujet de la participation populaire au développement en Ouganda; et ensuite je ne voulais pas rater l'opportunité d'assister au commencement de la mise en oeuvre, en Ouganda, des objectifs de la Charte africaine de la participation populaire au développement.

Comme les participants le savent déjà, la Charte africaine de la participation populaire au développement a été adoptée par la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique qui s'est tenue à Arusha (Tanzanie) du 12 au 16 février 1990. La Charte plaide pour l'émergence d'une nouvelle Afrique où la démocratie, la responsabilité, la justice économique, le développement économique soutenu et la transformation doivent être internalisés; et où la responsabilisation des populations, l'initiative et l'entreprise ainsi que la démocratisation du processus de développement sont à l'ordre du jour. La Charte interpelle essentiellement les organisations non gouvernementales et de masses, les associations des jeunes et des femmes, les syndicats, les institutions des Nations Unies, les institutions d'enseignement et la communauté internationale pour qu'ils expriment les préoccupations des peuples sur divers problèmes de développement dont la gestion de l'environnement et des ressources

naturelles, la pauvreté, la justice économique et le développement durable.

J'ai pris connaissance de l'idéal et du programme de participation populaire au développement quand j'ai rencontré Dr. Demeke Getachew à Harare (Zimbabwe) en juin 1992 où nous participions tous les deux à un séminaire de planification des ONG organisé par la Banque mondiale sur la formation en matière de planification et de gestion stratégiques.

Dr. Demeke m'a dit que la Commission économique pour l'Afrique avait choisi l'Ouganda et la Namibie pour le lancement d'un projet pilote en vue de la promotion et de la réalisation du concept de participation populaire au développement durable. Il m'a bien expliqué que pour lancer ce projet pilote en Ouganda, nous devons identifier deux organisations, l'une pour servir de point de contact des organisations populaires et l'autre qui servirait d'antenne de la CEA au niveau du gouvernement pour collaborer avec la Division dirigée par Dr. Rasheed dans la facilitation de la mise en oeuvre des activités du projet en Ouganda en tant qu'effort de mise en place des capacités des organisations populaires et des ONG pour participer efficacement au développement du, pour et par le peuple. Après consultations en Ouganda, DENIVA a été choisi comme le point de liaison des organisations populaires en Ouganda; et PAPSCA-PCMU a été choisi comme l'antenne de la CEA au niveau du Gouvernement ougandais. En cette qualité, PAPSCA-PCMU a la mission suivante:

- Aider à organiser et participer aux séminaires de formation sur les questions de l'environnement et l'impact de l'environnement sur les activités de développement;

- Aider à organiser et participer aux séminaires politiques pour renforcer le dialogue et l'interaction entre les dirigeants politiques et les planificateurs d'une part, et les organisations populaires d'autre part, en ce qui concerne les questions relatives à la participation populaire et à la gestion de l'environnement;
- Aider à sélectionner et diffuser les expériences de succès des petits projets de démonstration axés sur les activités de renforcement des organisations de masses et sur des approches participatives innovatrices.

PAPSCA-PCMU s'est efforcé d'accomplir ces fonctions qui lui assignées en sa qualité de point de liaison au niveau du gouvernement. Il a par exemple collaboré avec la CEA, DENIVA et l'Institut de gestion de l'Ouganda dans l'organisation et la tenue de l'atelier national de formation sur le renforcement du dialogue, de la coopération et de l'interaction entre le gouvernement et les organisations populaires, qui s'est tenu à Kampala du 22 au 25 février 1993. Cette institution a aussi joué le rôle de chambre de compensation pour la canalisation d'une demande de fonds adressée à la CEA pour la construction de quatre écoles primaires à Kagadi, District de Kibaale. Notre participation au présent séminaire témoigne de l'engagement de PAPSCA-PCMU dans les activités de promotion de l'objectif de la Charte africaine de participation populaire en Ouganda.

Nous espérons que, comme la collaboration entre l'Ouganda et la CEA dans ce programme s'intensifie, la CEA aidera les deux points de contacts, en ce qui concerne la formation et l'appui logistique, pour leur permettre de bien mener la mise en oeuvre des idéaux de la Charte africaine en Ouganda. Dans les correspondances antérieures, la CEA

avait indiqué sa volonté de fournir à DENIVA un matériel modeste comprenant un ordinateur portable, des accessoires et des logiciels, une imprimante Laser, une photocopieuse et une machine de télécopie, dans le but de lui permettre de mener à bien sa tâche en tant que point de liaison des organisations populaires et de publier et diffuser un bulletin national sur la participation populaire. Il convient de noter que le présent séminaire est le suivi du premier qui s'était tenu à Kampala en février 1993 et que son objectif est de consolider et d'élaborer des plans réalistes en vue de renforcer le dialogue, la coopération et l'interaction entre les dirigeants politiques et les organisations populaires. Par conséquent, l'un des thèmes du présent séminaire de suivi est "l'élaboration des modalités de renforcement des rôles de sensibilisation et de défense des organisations populaires". Ainsi, des moyens logistiques et de formation donnés à DENIVA de la part de la CEA nous permettraient d'avancer pour atteindre un niveau où les organisations populaires seraient capables de mener un débat politique et effectuer une analyse convaincante et d'autorité.



## ANNEXE II



### **PROGRAMME**

**Seminaire national de formation  
Renforcement de la capacite des organisations  
de developpement a contribuer et influencer  
efficacement le processus de prise de  
decisions politiques**

**Colline Hôtel - Mukono, Ouganda  
12-14 janvier 1994**

## ***Mercredi 12 janvier 1994***

09 heures - 10 heures

Enregistrement

10 heures - 11 heures

Cérémonie d'ouverture  
Allocutions prononcées par:

Dr. Sadig Rasheed, Directeur, Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social de la Commission économique pour l'Afrique

M. Mwalimu Musheshe, Président, DENIVA

M. Okune, Coordonnateur, PAPSCA

11 heures 10 - 11 heures 15

Pause

11 heures 15 - 17 heures 30

**Première séance: Partenaires dans le développement**

11 heures 15 - 12 heures

"Le rôle croissant des organisations populaires dans l'élaboration des politiques et programmes de développement"

12 heures - 12 heures 15

"Le rôle croissant des organisations populaires à l'élaboration des politiques et programmes de dévelop-

perment": la perspective des ONG, M. Mwalimu Musheshe Jr, Président de DENIVA

12 heures 15 - 12 heures 30

"Le rôle croissant des organisations populaires dans l'élaboration des politiques et des programmes de développement": Perspective du gouvernement. Mr. Okune ou son représentant.

12 heures 30 - 13 heures

**Discussions en séance plénière**

13 heures - 14 heures 30

Déjeuner

14 heures 30 - 16 heures

Discussions en trois petits groupes

16 heures - 16 heures 15

Pause

16 heures 15 - 17 heures 30

Présentation des petits groupes (25 minutes chacun)

### ***Jeudi 13 janvier 1994***

08 heures 30 - 17 heures 45

**Deuxième séance: Modalités de renforcement du rôle de défense politique des organisations populaires**

08 heures 30 - 09 heures 30	"Conditions nécessaires pour une défense politique efficace des organisations pour le développement populaire" Mr. Livingstone Sewanyana, Directeur exécutif "Foundation Human Rights Initiatives (FHRI)"
09 heures 30 - 10 heures 30	Discussions en séance plénière
10 heures 30 - 10 heures 45	Pause
10 heures 45 - 11 heures 45	Discussions en petits groupes
11 heures 45 - 13 heures 00	Présentation des petits groupes
13 heures - 14 heures 30	Déjeuner
14 heures 30 - 15 heures 30	"Analyse politique et techniques de suivi" Dr. Getachew Demeke
15 heures 30 - 16 heures 30	Discussions en séance plénière
16 heures 30 - 16 heures 45	Pause
16 heures 45 - 17 heures 45	Discussions en petits groupes

**Vendredi 14 janvier 1994**

08 heures 30 - 12 heures 30	<b>Deuxième séance (suite)</b>
08 heures 30 - 09 heures 45	Présentation des petits groupes
09 heures 45 - 10 heures	Pause
10 heures - 15 heures 30	<b>Troisième séance: Accroissement de la capacité de communication politique des organisations populaires</b>
10 heures - 10 heures 45	"Comment communiquer efficacement les choix politiques aux groupements des masses populaires et aux dirigeants" Dr. Getachew Demeke
10 heures 45 - 11 heures 30	Discussions en séance plénière
11 heures 30 - 12 heures 30	Discussions en petits groupes
12 heures 30 - 13 heures 30	Déjeuner
13 heures 30 - 14 heures 30 groupes	Présentation des petits
14 heures 30 - 15 heures 30	Présentation et adoption du rapport du séminaire et clôture officielle

## ANNEX III

### List of Participant

Mr. Moses Kusemererwa  
Board member  
USEP  
P.O. Box 14369  
Mengo

Mr. Egulu Lawrence  
Director of Research  
NOTU  
P.O.Box 2150  
Kampala

Mr. Frederic Musisi Kabuye  
Director  
URDTI  
URDT, Box 24 Kagadi  
Kampala

Ms. Ruth K.N. Kiwanuka  
Assistant Nation Co-ordinator  
JEEP  
P.O.Box 4264  
Kampala

Mr. David P. Obor  
Board Member, DENIVA  
LIDDA,  
P.O.Box 449  
LURA , Uganda  
Kampala

Mr. Majanja Zaali  
Board Member, DENIVA  
Salute  
P.O.Box 3306  
(MPIGI District)  
Kampala

Ms. Miriam Tabigwa  
General Secretary  
Kigulu Development Group  
P.O.Box 619  
Kage

Mr. Rwakabwohe Frank  
H 2 DD/PDR/COV  
P.O.Box 14123  
Kampala

Mr. Maude Mugisha  
Executive Secretary  
ACFODE  
P.O.Box 16729  
Kampala

Mr. D.K. Obbo  
Consultant on Social (Youth) Work  
Ministry of WID, Youth and Culture  
P.O.Box 7136  
Kampala

Mr. Jessica M. Aguti  
Lecturer  
Makerere University  
IACE  
P.O.Box 2062  
Kampala

Mr. John Kyakulaga  
Grants Bank Officer  
UCOBAC  
P.O.Box 7449  
Kampala

Mr. Jonathan Waiswa  
Programme Officer  
Kigulu Development Group  
P.O.Box 619  
Iganga

Dr. Luzobe Sam N.B.  
Rural Development Facilitator  
World Vision  
P.O. Box 5319  
Kampala

Mr. J.B. Kwesiga  
Executive Secretary  
DENIVA  
P.O.Box 11224  
Kampala

Mwalimu Musheshe, Jr.  
Chairman  
DENIVA  
P.O.Box 24  
Kagadi  
Kampala

Mr. Johnson Tunjagyenda  
c/o UWESO  
P.O.Box 8419  
Kampala

Mr. Luima A. Galiwawgo  
Programme Co-ordinator  
P.O.Box 1244  
Kampala

Mr. Mubbale Charles  
Editor  
FHRI  
Kampala

Mrs. E.S. Ntiro  
Head Monitoring & Evaluation  
Patron DENIVA  
Office of the Vice-President  
Kampala

Mr. J. Ojune  
Coordinator  
PAPSCA  
P.O.Box 40178

Mr. Byekwaso Charles Salongo  
NUDIPU  
P.O.Box 8567  
Kampala

Mr. D.P. Kalete  
A.C.O./A.C.S  
P.O.Box 341  
Kampala

Mr. Kisembo John Baptist  
Coordinator  
ATDC  
P.O.Box 145 KSE

Mr. David K. Atim  
Publicity Secretary  
NAEA(U)  
P.O.Box 8174  
Kampala

Mr. D.Okoth-Owor  
PR/PD  
UJAFEA  
P.O.Box 7062  
Kampala

Mr. S.G.Tusubira  
Executive Secretary  
Mboera Community Development  
P.O.Box 805  
Jinja

Mr. Samuel Kahunde  
Executive Director  
Trencop  
P.O.Box 310  
Masindi

**Ms. Violet Mulyanga**  
**UWFCT**  
**P.O.Box 6972**  
**Kampala**

**Mr. Madina K. Ondoma**  
**Sen.Pes. Secretary**  
**DENIVA**  
**P.O.Box 11224**  
**Kampala**

**Mr. Benon Ndaziboneye**  
**Representing Commissioner**  
**Ministry of Local Govt. Community**  
**Development**  
**Department Box**

**Mr. Livingstone Sewanyana**  
**Executive Director**  
**Foundation for Human Rights Initiat-**  
**ive**  
**Kampala**



## **ANNEXE IV**

### **Liste des documents**

- 1 "The Increasing Role of Popular Development Organizations in Development Policy and Programme Formulation": The NGO Perspective;
- 2 Conditions for Effective Policy Advocacy by Popular Development Organizations;
- 3 Policy Analysis and Monitoring Techniques;
- 4 How to Effectively Communicate Policy Choices to Grassroots Groups and Policy Makers.